



# L'école haut-alpine

Imprimé au siège de la section  
CPP N° 0210 S 05506  
Directeur de la publication :  
Geoffroy CHEVALIER  
Tél. : 04 92.53.45.28  
Fax : 04 92 53 78 84  
ISSN 1266-6548  
Mensuel - Prix au N° 0,76 €

<b>Sommaire</b>	
<i>Edito</i>	p. 1
<i>Dossiers</i>	p. 2
<i>Bulletin d'adhésion</i>	p. 3
<i>Supplément : 4 pages lecture</i>	

Dispensé de timbrage GAP C.T.C.

**L'École Haut-Alpine**  
Bourse du Travail - Place Grenette  
BP 42  
05002 Gap Cedex  
<http://www.snuipp.fr/05>



Déposé le vendredi 08 septembre 2006

**Direction d'école :**  
**Poursuivons le blocage**  
**Ne renvoyons surtout**  
**pas les enquêtes.**  
**Réunion départemen-**  
**tale dans les prochaines**  
**semaines**

## Edito

Les fédérations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT et UNSA Éducation confirment leur dénonciation des décisions budgétaires du gouvernement pour 2007 qui, s'ajoutant aux coupes intervenues depuis 2003, conduiront à réduire considérablement les moyens du service public. Il s'agit bien d'une politique à courte vue, rétrograde dans ses choix et dangereuse pour l'avenir dont les élèves, les jeunes, notamment ceux qui sont le plus en difficulté, tout autant que les personnels vont payer le prix : dégradation des conditions d'enseignement et de travail, réduction de l'offre d'enseignement, précarité accrue...

**Refusons l'inspection**  
**rétrograde**  
**Donnez votre avis**

page 2

Elles se félicitent de l'unité réalisée avec les parents, les lycéens et étudiants pour engager ensemble l'action contre ces choix et pour une politique éducative qui assure la réussite de tous. Elles appellent les personnels à réussir la première journée de mobilisation du mercredi 6 septembre (manifestations, rassemblements, délégations... au plan local).

Conformément à leur engagement commun elles décident d'appeler les personnels à faire grève le jeudi 28 septembre.

**Nous n'entrerons pas**  
**dans l'avenir**  
**à reculons.**

(même les écrevisses ont renoncé)



Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et PEGC / FSU  
[www.snuipp.fr](http://www.snuipp.fr)

### INSPECTION : Doit-on accepter sans broncher le phénoménal retour en arrière ?

Rappel des faits : au printemps dernier, l'Inspecteur d'Académie a supprimé l'accompagnement d'équipes d'école purement et simplement d'une façon tellement méprisante pour les enseignants de ce département que nous nous retiendrons de la commenter au risque d'en faire autant à son égard.

Après la manifestation rassemblant près de 300 collègues devant l'IA (et dans l'IA), la remise de la pétition signée en 10 jours par la majorité des collègues, nous avons organisé de façon unitaire des réunions pour envisager les suites à donner à cette provocation.

Parmi les pistes envisagées par les participants figuraient celle du « refus de l'inspection » telle qu'elle nous est désormais imposée.

Il va sans dire que si une telle consigne syndicale devait intervenir,

elle devrait recevoir l'assentiment d'un grand nombre de collègues sous peine « d'envoyer au casse-pipe » ceux qui la mettraient en application.

Nous allons organiser fin septembre-début octobre des réunions d'information syndicale les plus unitaires possibles au cours desquelles ce sujet sera traité.

Cependant, nous souhaitons d'ores et déjà recueillir votre avis sur :

- le bien-fondé de contester les modalités d'inspection telles que prévues dans la nouvelle circulaire de l'IA ;

- si oui, le refus de l'inspection est-elle la réponse adaptée ? Sinon quelles autres actions proposez-vous ?

Répondez vite, individuellement ou collectivement, par tous moyens à votre convenance (courrier, téléphone à la section ou aux élus du personnels, mails, etc...)

Le bureau départemental

### Direction d'école : Pour nous le dossier n'est pas clos bien au contraire...

Le ministre De Robien a beau déclarer, à grands renforts médiatiques, que le gouvernement a répondu au malaise des directeurs, la grande majorité de ceux-ci estiment que l'on se moque d'eux et que les mesures prises à cette rentrée sont dérisoi-

res voire provocantes. Alors que le protocole a été signé par un seul syndicat minoritaire, il annonce sans plaisanter que les directeurs sont satisfaits et que la grève administrative est terminée. Il se fourre bel et bien le doigt dans l'œil.

Nous devons lui montrer que, loin d'être terminée, la grève administrative va se poursuivre et même s'amplifier jusqu'à ce que de véritables avancées en terme de décharges et d'indemnité soient actées. Le SNUipp (et le SGEN) invitent les collègues à donner un nouvel élan à l'action de blo-

cage en ne renvoyant pas les enquêtes de rentrée. Ce blocage gêne considérablement l'Administration et ce n'est pas la mise à feu très perturbée de la base-élève qui va pouvoir contourner le blocage.

Sur cette question de la direction d'école et de la grève administrative, nous allons proposer bientôt une réunion unitaire en direction des collègues directeurs et à tous ceux qui se sentent concernés par ce problème.

B Hodoul

### DECLARATION INTERSYNDICALE

Élèves sans papiers : restons vigilants !

FCPE, FERC-CGT, FIDL, FSU, SGEN-CFDT, UNEF, UNL et UNSA

lundi 4 septembre 2006.

## Élèves sans papiers : restons vigilants !

Des milliers d'enfants et de jeunes vont faire leur rentrée dans la crainte et la précarité parce que, eux ou leurs familles sont sous la menace d'une expulsion.

Nos organisations affirment ensemble qu'elles n'admettront aucune chaise vide dans les écoles, les collèges, les lycées, les universités.

Elles appellent solennellement le gouvernement à s'engager à arrêter les expulsions d'élèves, d'étudiants ou de familles ayant des enfants scolarisés.

Elles disent aux familles et aux jeunes de ne pas avoir peur : venir à l'école est leur droit et les personnels, les parents et les élèves contribueront à assurer leur protection, comme ils l'ont déjà fait.

Elles appellent tous les membres de la communauté éducative à être vigilants et à réagir collectivement à toute menace et elles confirment leur engagement dans ce mouvement.

Organisations signataires :

FCPE, FERC-CGT, FIDL, FSU, SGEN-CFDT, UNEF, UNL et UNSA Éducation

Paris le 4 septembre 2006